

*Initiatives ministérielles*

vait pas de paiements de péréquation. Elle avait même un excédent budgétaire.

Qu'arrive-t-il maintenant? Une seule province est plus pauvre qu'elle. Une proportion de 13,9 p. 100 de sa population, soit presque 14 p. 100, vit au-dessous du seuil de pauvreté. C'est plus qu'une famille sur dix et près d'une sur sept. Ces gens-là ne sont certes pas en mesure d'aider les petites entreprises agricoles ou autres à se maintenir. Il n'est guère étonnant qu'il y ait autant de faillites et de fermetures.

Des 500 municipalités de la province, 300 ont perdu des habitants depuis cinq ans. C'est un désastre total. Le taux de faillite a triplé. Quelle politique le gouvernement adopte-t-il pour sauver le secteur de la petite entreprise?

Le gouvernement ne fait pas que prédire une hausse des taux d'intérêt, il la planifie. Les taux d'intérêt ont atteint 13 p. 100. Comme l'a dit mon collègue, le député de Yorkton—Melville, qui peut croire le gouvernement quand il prédit que les taux s'établiront à 11 p. 100 en moyenne l'an prochain alors que nous commençons l'année à plus de 13 p. 100? Nous allons avoir moins de revenu disponible l'an prochain et les familles canadiennes, celles de la Saskatchewan certainement, auront moins d'argent à dépenser. Elles souffrent déjà. Que dit le gouvernement? À cause de ses politiques économiques, le revenu disponible des Canadiens baissera d'au moins 1 p. 100. Avec un taux d'inflation de 5 p. 100, cela veut dire, en fait, qu'ils seront capables d'acheter 6 p. 100 de moins de produits et de services alors que 15 p. 100 des Canadiens vivent déjà dans la pauvreté.

• (1250)

Le gouvernement prévoit que le nombre des chômeurs va augmenter de 100 000 par année d'ici plusieurs années. Nous savons ce qui arrive. Cette baisse de revenu et cette augmentation du chômage ne se produiront pas de manière égale d'un bout à l'autre du pays ni dans toutes les localités. Cela se produira précisément dans les localités qui éprouvent déjà des ennuis.

Ainsi, non seulement avons-nous ce qui était une récession et une catastrophe économique locales, mais le gouvernement est en train de consacrer dans le système et de garantir à toutes fins pratiques une récession natio-

nale. Cela veut dire que l'économie de la Saskatchewan ne peut pas espérer obtenir d'aide du reste du pays.

Puis, nous devons envisager l'application de la taxe sur les produits et services. Le secteur des petites entreprises est certes celui qui s'est le mieux ligué contre cette taxe. J'ai déposé à la Chambre des pétitions signées par des milliers d'habitants de ma circonscription. Je passe leur nom en revue pour voir qui sont ces gens et quelle localité ils représentent. Chaque fois que je m'arrête sur une page, je suis frappé par le nombre de personnes qui représentent le secteur de la petite entreprise et, en fait, qui ont appuyé le Parti progressiste conservateur avec ardeur et enthousiasme par le passé. C'est leur nom qui figure dans les pétitions contre la TPS. Ils en connaissant les conséquences, quoi qu'en disent le gouvernement et le ministre des Finances.

Je voudrais également commenter brièvement la situation qui attend les petites entreprises du nord de ma circonscription et de tout le nord du Canada. Ces entreprises se trouvent dans les localités forestières et minières et dans les collectivités autochtones.

Les entreprises implantées dans ces localités sont particulièrement désavantagées à bien des égards. La plupart des localités n'ont pas de banque. Dans le nord de la Saskatchewan, il y a une banque à La Ronge et une autre à Creighton. Cela signifie que 41 des 43 localités du nord de la Saskatchewan sont privées de services bancaires. Bien que les grandes entreprises retirent des centaines de millions de dollars d'activités minières ou autres, rien dans le régime bancaire n'exige de fournir des services bancaires dans ces localités. Cela veut dire que les personnes qui veulent se lancer en affaires n'ont aucune cote de crédit. On ne peut faire un dépôt quotidien ou même hebdomadaire que si on parcourt des centaines de milles en automobile ou si on prend l'avion jusqu'à la banque la plus proche. Il est très difficile d'exploiter une entreprise dans ces conditions.

Les programmes de développement régional qui soutenaient ces entreprises du Nord et même toutes les entreprises de notre région sont réduits à néant, ou presque. Les programmes de développement régional ouvraient aux petites entreprises l'accès aux programmes de mise en valeur des forêts et des pêches. Les entreprises pouvaient se regrouper en organismes économiques, parler ainsi d'une seule voix et planifier l'économie de leur localité. Ces programmes de base qui étaient possibles dans le cadre des programmes de développement